

Les Français et la crise de la dette en Europe

Sondage Harris Interactive pour Jolpress et Image&Stratégie

Enquête réalisée en ligne du 25 au 28 novembre 2011. Echantillon de 1567 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

Harris Interactive a réalisé, à la demande de Jolpress (<http://www.jolpress.com>) et *Image&Stratégie*, une enquête sur la perception, par les Français, de la crise de la dette en Europe, ses conséquences et ses solutions. Alors que l'agence de notations Moody's a annoncé ce lundi que « l'aggravation ininterrompue de la crise de la dette publique et des banques de la zone euro menace la qualité de crédit de tous les pays européens », il s'agissait de percevoir à quel niveau, selon les Français, il était pertinent d'agir face à la crise de l'Euro et de tester l'adhésion à quelques mesures en débat, comme le rachat d'obligations de dettes souveraines par la Banque centrale européenne ou encore le rachat de la dette par les citoyens.

Cette enquête fait apparaître que :

- Si la majorité des Français se montre attachée à la souveraineté nationale de chacun des Etats membres et souhaite que **chacun puisse prendre des initiatives individuelles face à la crise sans nécessairement avoir l'accord de tous les partenaires européens** (64%), près de la moitié d'entre eux revendique néanmoins **un plus grand contrôle des budgets des pays membres par la Commission européenne** et une moins grande autonomie de chacun des pays (45%).
- Aujourd'hui, **moins d'un tiers des Français indique qu'il serait certainement ou probablement prêt à racheter de la dette française à des taux d'intérêts équivalents à ceux du marché**, dont seulement 6% certainement. Si les sympathisants de Droite entrevoient davantage cette possibilité que les sympathisants de Gauche, reste que la confiance dans la situation économique, et sans doute dans la capacité des responsables politiques à y faire face, semble aujourd'hui trop dégradée pour que les

Français envisagent d'investir dans le rachat de la dette. Notons que les catégories populaires et les personnes ayant les revenus les plus bas apparaissent comme moins prêtes que l'ensemble de la population, et a fortiori que les membres des catégories supérieures et les ménages les plus aisés, à racheter de la dette française.

- Les Français se montrent **très critiques à l'égard de l'action des institutions européennes pour faire face à la crise** : seuls 16% jugent qu'elles se sont montrées efficaces pour limiter les effets de la crise financière et les dangers pesant sur la zone euro. **Ils sont également mitigés sur les effets que pourrait avoir le rachat, par la Banque centrale européenne, d'une partie importante des dettes des Etats de la zone euro.** Si 59% estiment que cela ferait baisser la spéculation sur la dette et 50% que cela enraierait la propagation de la crise à d'autres Etats, 56% jugent également que cela dissuaderait les Etats de faire de réels efforts pour réduire leurs déficits et 53% que cela pourrait favoriser l'inflation dans la zone euro.

Dans le détail :

Une souveraineté nationale... dans le cadre d'un plus grand contrôle européen

Près des deux-tiers des Français (64%) sont favorables à ce que chacun des Etats de l'Union européenne puisse prendre des initiatives individuelles pour lutter contre sa dette publique, sans nécessairement avoir l'accord des autres pays européens, tandis que 29% estiment en revanche que toute action doit être concertée. Les plus susceptibles de défendre la possibilité de prendre des décisions à l'échelon national sans accord européen sont les membres des catégories populaires (67%), les personnes les moins diplômées (69%) et surtout les sympathisants du Front National (79%). A l'inverse, les plus diplômés (33% des personnes ayant un diplôme supérieur à Bac+2) et les plus aisés (41% des ménages ayant des revenus mensuels nets supérieurs à 5000€) ainsi que les sympathisants UMP (36%) défendent un peu plus que la moyenne l'idée d'un nécessaire accord préalable des autres pays membres. Cependant, toutes les catégories de population souhaitent majoritairement le maintien de prérogatives nationales.

Si la majorité des Français désire que chaque Etat conserve des marges de manœuvre et puisse user de sa souveraineté nationale pour réduire sa dette publique, l'idée d'un contrôle européen renforcé rencontre néanmoins l'adhésion d'une large frange de la population. Ainsi, **45% des Français souhaitent que l'Union européenne fasse évoluer son mode de fonctionnement vers plus de contrôle des budgets des Etats par la Commission européenne et une moindre autonomie de chacun des pays membres.** A l'inverse, 20% plaident pour une autonomie budgétaire renforcée des Etats membres et 27% optent pour le statut quo, ne souhaitant pas une évolution du mode de fonctionnement de l'Union européenne ni dans un sens, ni dans l'autre. On retrouve sur cette question des différences marquées entre certaines catégories de population qui prônent davantage l'idée d'un encadrement européen (55% des hommes, 56% des personnes âgées de 65 ans et plus, 49% des CSP+, 51% des plus diplômés, 63% des ménages les plus riches, 65% des sympathisants de Droite et 62% des sympathisants du MoDem) et d'autres qui soutiennent moins cette évolution, et appelant le plus souvent au statu quo ou ne se prononçant pas (36% des femmes souhaitent plus de contrôle, 29% des 18-24 ans, 36% des CSP-, 40% des titulaires d'un diplôme niveau Bac, 41% des ménages les plus pauvres et 28% des sympathisants du Front de Gauche). Notons que les sympathisants FN sont 42% à souhaiter un contrôle accru des budgets des pays membres, contre 31% une autonomie renforcée.

Ainsi, **il semblerait que les Français souhaitent que chacun des Etats membres conserve des prérogatives et ne soit pas tenu d'avoir l'accord de tous les partenaires européens avant d'agir au niveau national, mais que néanmoins, l'Union européenne fixe un cadre plus ferme en termes de budget.** Ainsi, 67% de ceux qui pensent que chacun des Etats de l'UE doit avoir nécessairement l'accord des autres pays membres avant de prendre des décisions pour lutter contre la crise se déclarent en faveur d'un plus grand contrôle, mais c'est aussi le cas de 39% de ceux qui défendent l'idée de pouvoir décider seul.

6% des Français certainement prêts à racheter de la dette publique française

Le gouvernement italien propose aux épargnants, dès ce lundi, d'acheter de la dette sans commission et la Belgique a annoncé la semaine dernière le lancement d'emprunts d'Etat auprès des particuliers et entreprises. S'il était proposé, comme aux Italiens, de pouvoir réduire la dette française en rachetant des titres de dette, les Français seraient-ils intéressés ?

Aujourd'hui, **seuls 6% indiquent qu'ils achèteraient certainement de tels titres à des taux comparables à ceux pratiqués par les banques et 24% probablement**. A l'inverse, 65% ne l'envisagent pas, et même plus d'un tiers (34%) est totalement fermé à cette idée.

Dans le détail, on constate que les hommes se déclarent plus susceptibles de participer certainement à ces rachats que les femmes (8% contre 4%). De même, les personnes âgées plus que les jeunes estiment qu'ils rachèteraient probablement une partie de la dette (de 34% chez les 65 ans et plus à 21% chez les 18-24 ans), tout comme les catégories supérieures davantage que les catégories populaires (30% contre 15%) et les plus riches davantage que les ménages pauvres (de 33% chez les ménages ayant des revenus nets de plus de 5000€ à 21% chez ceux ayant des revenus de moins de 1200€). Notons également que **la propension à se déclarer intéressé par le rachat de titres de dette est corrélée à la sympathie partisane**, et donc sans doute à la confiance dans le gouvernement. Ainsi, 11% des sympathisants UMP rachèteraient certainement et 34% probablement une partie de la dette française, contre seulement 6% et 24% des sympathisants de Gauche, 5% et 20% des sympathisants d'Extrême-Droite, et 9% et 11% des sympathisants d'Extrême-Gauche.

Des institutions européennes jugées inefficaces face à la crise et l'hypothèse de rachats massifs de dettes par la BCE créditée d'effets positifs et négatifs

Les Français se montrent **très critiques à l'égard de l'action des institutions européennes pour faire face à la crise** : seuls 16% jugent qu'elles se sont montrées efficaces pour limiter les effets de la crise financière et les dangers pesant sur la zone euro tandis que **78% dénoncent leur inefficacité**, 49% pensant qu'elles n'ont plutôt pas été efficaces et 29% pas du tout efficaces. Ce constat est partagé par toutes les catégories de population, même si les sympathisants de Droite se montrent moins sévères envers les institutions européennes (27% estimant qu'elles ont été efficaces contre 13% à Gauche). Notons ainsi que même les personnes souhaitant un plus grand contrôle des budgets des pays membres par la Commission Européenne et celles appelant de leurs vœux une concertation obligatoire des pays membres dans la lutte contre les dettes publiques font très majoritairement le constat d'une inefficacité des institutions européennes jusqu'à aujourd'hui (respectivement 79% et 75%).

